



PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE

Direction de la Réglementation
et des Libertés Publiques -
Bureau de l'Administration Générale
et de l'Utilité Publique -
Associations -
Tél : 02.99.02.14.22

Le numéro W353001617
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de MODIFICATION

de l'association n° W353001617

Ancienne référence
de l'association :
0353015154

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Préfet d'Ille-et-Vilaine,

donne récépissé à **Monsieur le Président**
d'une déclaration en date du : **04 juillet 2016**
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

DIRIGEANTS

dans l'association dont le titre est :

COMITE DEPARTEMENTAL DES ECHECS D'ILLE ET VILAINE

dont le siège social est situé : 1 Prè des Bonnets Rouges
35000 Rennes

Décision(s) prise(s) le(s) : **17 mars 2016**

Pièces fournies : liste des dirigeants

Rennes, le 05 juillet 2016

Pour le Préfet,

**Pour le Préfet
Le chef de bureau**

Marine LE JOLIFF

Loi du 1 juillet 1901 article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901 article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901 article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait loi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.